

Nicolas Owona Ndounda

2017

Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun

*Entre protestation sociale
et nécessité de survie*

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation belge sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en Belgique.

Référence électronique

Citation : Nicolas Owona Ndounda, « Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. Entre protestation sociale et nécessité de survie », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 8 novembre 2017. URL : <http://www.revue-emulations.net/enligne/Owona-Ndounda-boko-haram-radicalisation-jeunes-Nord-Cameroun>

Éditeur : Émulations – Revue des jeunes chercheuses et chercheurs en sciences sociales
<http://www.revue-emulations.net>

Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun

*Entre protestation sociale
et nécessité de survie*

Nicolas Owona Ndounda

Doctorant en histoire à l'Université de Ngaoundéré et Chargé de recherche
au Centre national de l'éducation (CNE) du Ministère de la recherche
scientifique et de l'innovation (Cameroun)

Résumé/Abstract

[Fr] Aujourd'hui engagé dans une guerre militaire contre la secte Boko Haram dans sa partie septentrionale, le Cameroun doit aussi mener contre elle une guerre idéologique. Cela passe par une compréhension des mobiles de l'engagement dans ses rangs de certains jeunes originaires de cette région. Notre analyse part de l'hypothèse que la radicalisation de ces jeunes du Nord-Cameroun relève de la protestation sociale et de la nécessité de survie plus que de l'engagement religieux : survie face à un ennemi aux méthodes de recrutement usant souvent de force, mais aussi survie mêlée de protestation face à une situation économique et sociale désastreuse. De fait, nous tentons ici de comprendre le processus de radicalisation d'une partie de la jeunesse en analysant les causes sociohistoriques.

Mots clés : Boko Haram, Nord-Cameroun, Peul, Kirdi, jeunesse, pauvreté.

[En] Nowadays hired in a military war against the sect Boko Haram in its northern part, Cameroon also has to lead against her, an ideological war. The first step of that war is the understanding of the motives of the commitment of some young people, native of this region, in its rows. Our analysis bases itself on the hypothesis that the radicalization of these young people is a consequence of the social protest and the necessity of survival more than the religious commitment: survival in front of an enemy with non-conventional methods of recruitment; protest and survival also, in front of a disastrous socioeconomic situation. Therefore, our study aims to understand the process of radicalization of a party of the youth, by analyzing socio-historical causes.

Keywords: Boko Haram, North-Cameroon, Fulani, Kirdi, youth, poverty.

Introduction

Le 19 juillet 2014, le vice-premier ministre Amadou Ali, originaire de Kolofata dans la région administrative de l'Extrême-Nord, estimait à 450 voire 500 le nombre de jeunes engagés auprès de Boko Haram dans les localités d'Amchidé, Kerawa, Kolofata, Limani et Bornori, des villages localisés dans de l'Extrême-Nord où ce mouvement a causé le plus de dommages¹. En novembre 2016, Olivier Mathieu, du journal *Jeune Afrique*, mentionne que « depuis 2011, Boko Haram aurait recruté 3500 à 4000 Camerounais, en particulier dans les zones frontalières du Nigeria. Les autorités estimaient toutefois en juin 2016 que moins de 1000 demeuraient actifs »². Au cours d'une réunion tenue à Ngaoundéré le 1^{er} juin 2014, l'élite de cette ville de la région de l'Adamaoua faisait état d'un recrutement massif des jeunes. Sans véritable répertoire et face au refus de certains parents de déclarer la disparition de leurs enfants, le nombre total de jeunes originaires du Nord-Cameroun³ ayant rejoint Boko Haram reste inconnu. À ce titre, l'analyse des raisons qui poussent ces jeunes à se radicaliser et à intégrer les rangs de cette secte devient essentielle dans l'achèvement de la guerre que lui livre le Cameroun depuis 2014. Cependant, il est important de préciser que toute radicalisation ne conduit pas nécessairement au terrorisme, de même que tout terrorisme ne tient pas sa cause principale d'une radicalisation (Borum, 2011).

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les spécialistes de la sécurité et des sciences sociales ont proposé des paradigmes tentant d'expliquer le processus de radicalisation vers un extrémisme violent (en anglais, RVE, *radicalization into violent extremism*). Mitchell D. Silber et Arvin Bhatt (2007) rendent compte de l'un des modèles explicatifs de la radicalisation les plus utilisés par les tenants de la sécurité des États occidentaux. Cette théorie stipule que les citoyens originaires de pays occidentaux adoptant l'idéologie djihadiste salafiste passent par un processus linéaire composé de quatre étapes : l'auto-identification, l'endoctrinement et la djihadisation et, enfin, la violence. Mais, avant ces étapes, intervient la préradicalisation, la période préalable à l'exposition d'un individu à l'idéologie djihadiste salafiste.

Randy Borum (2011) quant à lui essaye d'expliquer comment les griefs et la vulnérabilité d'un individu se transforment en haine pour un groupe cible, et comment cette haine se transforme, dans certains cas, en une justification de la violence. Le processus de radicalisation en quatre étapes qu'il établit commence par la prise en compte par la personne d'un certain nombre d'événements qu'elle considère comme injustes et qui nourrissent ses griefs. Cette injustice est alors imputée à une politique publique, une personne ou un État qui est progressivement vu comme démoniaque, ce qui facilite le basculement vers la violence. Ces idées sont, en grande partie, celles que l'on retrouve dans la théorie de Fathali M. Moghaddam (2005). Il propose en effet un paradigme fondé sur une variété de constructions psychologiques. Son modèle d'« escalier du terrorisme » montre, en cinq niveaux successifs, que les sentiments de mécontentement et l'adversité perçue comme privation sont le carburant idéal sur le chemin du terrorisme.

Notre conception de la radicalisation, quoique prenant en compte ces idées, se rapproche un peu plus de celle de Freedom C. Onuhua (2014), qui affirme que les raisons pour lesquelles

¹ Voyez l'article publié en ligne le 6 août 2014 sur *L'Express.fr*, sur base d'une dépêche de l'AFP : « Boko Haram entraîne de jeunes Camerounais pour attaquer leur propre pays », En ligne, consulté le 15 octobre 2017. URL : www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boko-haram-entraîne-de-jeunes-camerounais-pour-attaquer-leur-propre-pays_1564480.html.

² Mathieu Olivier, « Infographie : comment Boko Haram a changé le Cameroun », 16 novembre 2016. En ligne, consulté le 23 mai 2017. URL : www.jeuneafrique.com/374617/politique/infographies-boko-haram-a-change-cameroun.

³ Nous utiliserons les expressions Nord-Cameroun ou Grand-Nord dans cet article pour désigner les régions administratives actuelles de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

les jeunes se radicalisent sont l'ignorance des concepts religieux opposés à la violence, le chômage et la pauvreté, les problèmes d'éducation, l'illettrisme, les abus des forces de l'ordre et la corruption. En résumé, quel que soit le modèle mis en place pour expliquer la radicalisation, une constance ressort : « *radicalization often starts with individuals who are frustrated with their lives, society or the foreign policy of their governments* » (Precht, 2007 : 5). Nous consacrons notre article à la problématique de la radicalisation de certains jeunes du Grand-Nord : non parce qu'ils seraient les seuls, au Cameroun, à rejoindre Boko Haram, mais parce que certains facteurs historiques et économiques en ont fait à la fois des victimes et des acteurs de ce conflit. Comment la société façonne-t-elle ces jeunes au point de les pousser à la radicalisation ? Ne pourrait-on voir en cela, non l'avidité des rebelles dans le sens de Paul Collier (2000), mais un appel au secours ?

Ainsi, notre travail s'organise autour de deux hypothèses, qui prennent appui sur une analyse documentaire et une enquête de terrain menée durant les mois de juin et juillet 2015, afin d'apporter des esquisses d'explications à la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. D'une part, la conquête peule du XIX^e siècle et ses conséquences politiques ont installé des inégalités entre communautés et donc la pauvreté d'une grande partie de la population. La radicalisation des jeunes est alors une conséquence de ces disparités sociales. D'autre part, la situation de dénuement dans laquelle se trouve une grande partie de la population de cette région, associée à la distance qui existe entre elle et l'élite politique, poussent les jeunes à une sorte de protestation sociale dont l'engagement dans les rangs de Boko Haram est un reflet. Le mouvement Boko Haram est alors considéré comme un révélateur du politique, parce qu'il catalyse les angoisses d'une nation inachevée et dévoile les intrigues d'un pouvoir mal légitimé (Pérouse de Montclos, 2012). De plus, cette radicalisation ne serait-elle pas un aspect de « l'entrepreneuriat d'insécurité » (Saïbou, 2010 : 208) ?

1. La radicalisation des jeunes comme conséquence des inégalités sociales

Les nomades peuls qui arrivent au Nord-Cameroun au XVI^e siècle à la recherche de pâturage (Mohammadou, 1991), y trouvent des micro-États préexistants. Ils sont alors obligés de se plier aux exigences de ces chefs locaux en acceptant des tributs contraires à leur éthique. « Les Peuls étaient soumis à des taxes de pâturage exorbitantes. Leur bétail était volé. Plus grave encore, les chefs locaux exerçaient souvent le *jus primae noctis* sur les jeunes filles peules, ce qui heurtait, au plus haut point, leur code moral (*puluah*). » (Bah, 1993 : 61)

En proclamant le djihad au XIX^e siècle, Ousman dan Fodio⁴ permet aux Peuls de se construire une armée et une stature politique au Nord-Cameroun. Cette conquête a pour principal objectif de créer les conditions d'un nouvel ordre politique favorable aux Peuls, leur garantissant la sécurité des biens et sauvegardant leur dignité (Saïbou, Adama, 2002). Au départ, le but de ce djihad était l'établissement d'un ordonnancement social islamique, de la souveraineté musulmane sur l'ensemble des groupes sociaux composant et environnant la communauté musulmane. Au Nord-Cameroun, le prosélytisme a rapidement fait place au radicalisme tandis que l'Islam a été confisqué pour servir la prééminence de l'aristocratie peule et asseoir les bases d'une exploitation économique à travers l'esclavage et les razzias sur les populations païennes (Bah, 1993). L'esclavage permit aux Peuls de se venger des sévices et mauvais traitements que les premières populations du Nord-Cameroun leur firent subir, d'asseoir leur autorité et d'enrichir leurs nouveaux royaumes (*lamidat*). En effet,

⁴ Érudite peul, Ousman dan Fodio naquit en décembre 1754 à Marrata (Gobir). Il proclama le djihad en 1804 (Fillitz, 2000). Sous la conduite de son lieutenant Adama, les Peuls se transformèrent en redoutables guerriers. Une série de campagnes militaires permit le contrôle d'un vaste espace géographique qui, érigé en émirat, fut appelé Adamawa (Bah, 1993), dont fit partie ce qu'on appelle aujourd'hui le Nord-Cameroun (Burnham, 1991).

l'esclave (et son descendant) n'a pas de droits : ses biens appartiennent à son maître tout comme sa vie et celle de sa progéniture (Saïbou, 2005).

Dès lors, une phobie du Peul s'installe chez les anciens maîtres, que les colonisateurs ont ensuite contribué à perpétuer. En effet, les Allemands d'abord qui, en soumettant les chefs peuls, leur permettent tout de même de conserver la mainmise sur les groupes païens présents sur leurs territoires respectifs, suscitant de ce fait la colère de ces peuples (Saïbou, Adama, 2002 ; Burnham, 1991). Les Français, ensuite, qui ont succédé aux Allemands à partir de 1916, ne changent pas tout à fait cette situation. Pour faire face à ces discriminations, les Kirdi⁵ malgré une apparente soumission, développent plusieurs systèmes pour résister et exprimer leur volonté de rester libres (Saïbou, Adama, 2002).

La décolonisation et l'indépendance obtenue le 1^{er} janvier 1960 n'ont pas eu pour les populations non-peules et non-musulmanes du Nord-Cameroun, le même effet que dans le reste du pays ; elles sont restées sous le joug de l'hégémonie peule. La situation sociopolitique au moment de la prise de pouvoir d'Ahmadou Ahidjo en mai 1960 est pour beaucoup dans ce *statu quo*. En effet, il fallait gérer le maquis des militants de l'Union des populations du Cameroun (UPC) qui sévissait dans la partie sud du pays. De plus, les populations kirdi du Nord-Cameroun avaient la réputation d'être difficiles à encadrer. Il était donc dans l'intérêt du pouvoir central de s'allier aux chefs traditionnels déjà établis pour éviter un soulèvement de plus dans le pays. Ainsi, l'administration de Yaoundé s'est appuyée sur les chefs locaux islamisés pour, entre autres, collecter les impôts et contraindre les enfants à aller à l'école.

Cette situation crée une inégalité sociale qui est à l'origine de la foubéisation (Burnham, 1991), un processus par lequel les populations non-peules se sont attelées à ressembler aux Peuls : « le fulfulde, langue du conquérant, s'imposa comme *lingua franca*. [II] fut un puissant facteur d'acculturation, d'assimilation, dans un processus tendant à une certaine cohésion ethnique sur la base linguistique » (Bah, 1993 : 84). Dans cette logique, il faut rappeler que l'administration française décide en 1923-1924, de créer des cantons kirdi ethniquement homogènes, indépendants des Peuls, et encourage l'étude de leurs « coutumes » par les administrateurs, en transformant les tournées de « pacification » en tournées « administratives » (Abwa, 2007). Mais du fait de ce qui pourrait apparaître comme un complexe d'infériorité des Kirdi face aux Peuls, les nouveaux chefs de canton s'attèlent, là aussi, à la foubéisation de leurs chefferies, en préférant le titre de chef religieux peul, *laamiido*. Dans l'optique de ne pas déranger l'establishment existant au Nord-Cameroun, le successeur d'Ahidjo, Paul Biya, ne change pas fondamentalement la situation. L'hyperpuissance des chefs locaux musulmans, qu'ils soient ou non Peuls, perdure. La chefferie de Rey Bouba (région administrative du Nord) illustre cet état de choses. Quoique n'ayant pas été victime des exactions de Boko Haram, cette localité du Nord-Cameroun, nous permet de comprendre le pouvoir dont jouissent les chefs locaux, susceptible de pousser à la radicalisation certains jeunes marginalisés. L'idée que nous tentons de défendre ici est qu'« une société soucieuse des droits de l'homme et bénéficiant d'une croissance économique suffisante et équilibrée réduit considérablement les risques d'apparition de violences internes, dont le terrorisme, aussi bien que les soutiens indirects à celui-ci » (Cilliers, 2004 : 90).

⁵ Le Kirdi est celui que la littérature musulmane désigne sous l'appellation de *kado* (pl. *habé*), qui signifie mécréant, païen, impur, tout être humain ne pratiquant pas la religion musulmane et habitant au Nord-Cameroun (Fendjougue, 2006). Ce terme désigne les populations non-peules et non-musulmanes qui ont été très généralement soumises à l'esclavage au Nord-Cameroun. Le cas échéant, elles étaient souvent marginalisées par le pouvoir peul (Adama, 2005). La plupart des écrits qui utilisent le terme « kirdi » ne l'accordent pas, ce qui nous conduit ici à suivre cet usage. Voyez entre autres Lembezat (1950), Juillerat (1968) et Fendjougue (2006).

Le *laamiido* de cette localité, actuel vice-président du Sénat du Cameroun, à travers sa milice personnelle constituée de *dogaris*⁶, use et abuse du pouvoir, parfois au détriment de l'autorité de l'État⁷. Le 29 décembre 2011, 1190 jeunes écrivent au Président de la République pour se plaindre des abus dont ils sont victimes. Ce « collectif des jeunes indignés de l'arrondissement de Touboro » dénonce l'accaparement de leur liberté par l'autorité religieuse et traditionnelle de Rey-Bouba. Une phrase de leur lettre attire notre attention : « ici chez nous dans le Cameroun de *Baaba* [le *laamiido*], non seulement on doit travailler dur pour manger à notre faim, mais en plus, nous sommes traités comme des esclaves à la recherche de la liberté »⁸. Face aux autorités traditionnelles du Grand-Nord, la population se sent opprimée et abandonnée à elle-même. Les actes dont elle est victime pourraient l'amener à agir violemment et à accepter de s'attaquer à un pays à travers lequel elle ne se reconnaît pas.

2. La radicalisation des jeunes : un avatar de « l'entrepreneuriat d'insécurité » et un moyen de survie

2.1. De « l'entrepreneuriat d'insécurité »

Lorsque nous empruntons l'expression « entrepreneuriat d'insécurité » à Saïbou Issa (2010), nous n'abordons pas ce phénomène sous l'angle transfrontalier mis en avant par ce chercheur. Ce qui nous intéresse dans ses travaux, c'est l'aspect séculaire, organisé et presque professionnel du banditisme au Nord-Cameroun. Ainsi, l'entrepreneuriat dont il est question ici ne s'entend pas comme « une activité impliquant la découverte, l'évaluation et l'exploitation d'opportunités, dans le but d'introduire de nouveaux biens et services, de nouvelles structures d'organisation, de nouveaux marchés » (Pesqueux, 2011 : 2). Dans le cadre de cette étude, nous considérons l'entrepreneur comme un acteur social. Cependant, une dimension politique apparaît lorsque l'on examine le processus par lequel il accumule des richesses. Ainsi, Jean-François Médard (1992) trace les contours d'une figure de l'entrepreneur qu'il nomme « big man » : « c'est précisément parce qu'ils mettent en œuvre un processus global d'accumulation de ressources de toute nature, qu'ils combinent et font fructifier, selon la logique des situations, les unes au moyen des autres, que l'on peut effectivement parler des « big men » comme d'entrepreneurs politiques, au sens le plus large du terme » (Médard, 1992 : 168). Il s'agit d'une sorte d'acteur particulier de la « politique par le bas », telle que définie par Jérôme Lafargue (1998). Découlant de la recherche d'un moyen de subsistance, les activités illégales se sont développées au Nord-Cameroun d'abord comme des actes héroïques, ensuite comme la marque d'une opposition à l'ordre politique peul, à la colonisation et, enfin, pour faire face à la politique postcoloniale.

Au Cameroun par exemple, l'opinion s'interroge sur le fait que le banditisme de grand chemin soit l'apanage de la partie septentrionale [...]. Le nord du pays, tout comme les autres parties sahéliennes du bassin tchadien, renferme une longue tradition de banditisme de grand chemin. Le vol à main armée, les agressions et autres embuscades font partie du paysage, éclosent ou s'immergent au gré du contexte. Le banditisme de grand chemin apparaît comme un phénomène cyclique dont la résurgence coïncide avec

⁶ Bras séculiers du chef peul, les *dogaris* sont des dignitaires choisis parmi les esclaves. En effet, lorsque les Peuls eurent soumis les populations autochtones, ils mirent en place un système féodal qui intégra ces populations locales.

⁷ Une lettre d'information, écrite par Mamoudou Iya, Peul et chef de village dans l'aire de commandement de Rey Bouba, à la suite d'une grève des commerçants, présente quelques aspects des exactions des *dogaris* et l'abandon des populations par l'État face à cela. Voyez le document complet et original en ligne, consulté le 15 avril 2015. URL : ekladata.com/YqFqk3C91XkA_y66FUkQdkSKq3c.pdf.

⁸ Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (REDHAC), consulté le 15 avril 2015. URL : www.redhac.org/interne.php?page=article.php&idmenu=49&idsubmenu=109&idarticle=133.

les conjonctures économiques difficiles, les périodes de grandes ruptures politiques ou les moments d'affaiblissement de l'autorité de l'État. (Saïbou, 2010 : 14)

Dans son analyse du phénomène des « coupeurs de route » dans le Bassin du Lac Tchad à travers son concept de « garnison-entrepôt », Janet Roitman (2003 : 94) présente la crise économique et la pauvreté de certaines populations comme causes du banditisme. Face au marasme économique,

les activités illégales deviennent légitimes, et les pratiques supposées exceptionnelles des comportements rationnels ou normaux. Même si l'on relève des précédents historiques à la garnison-entrepôt dans la généalogie de l'esclavage, des razzias et du djihad [...], sa résurrection sur les frontières créatrices de richesses du bassin du lac Tchad n'advient pas simplement de la construction de nouveaux monopoles sur la richesse. Son extension est à la fois le résultat et le catalyseur des transformations du champ discursif dans lequel la richesse est définie comme telle, le butin devenant une forme licite de cette dernière. (Roitman, 2003 : 95)

À la lecture de ces chercheurs, il apparaît qu'une forme de tolérance, voire d'acceptation, des activités illégales s'est développée au fil des années au Nord-Cameroun. Le banditisme, particulièrement, se met en place comme une sorte de défiance à l'ordre établi et suscite même de « l'admiration » de la part de la population (Saïbou, 2010). Au-delà de cet aspect, l'omerta autour des jeunes qui adhèrent à Boko Haram, laisse penser que cette adhésion, au même titre que toutes les autres transgressions, serait pour beaucoup un fait acceptable. Du fait de la sécularité du banditisme et de l'ancrage historique de celui-ci, adhérer à Boko Haram serait alors à la fois un moyen de crier son ras-le-bol envers une société clivante et un moyen de survie face à une trop grande pauvreté.

2.2. La radicalisation : un moyen de survie

Aujourd'hui, il faut noter que Boko Haram n'a plus de cible particulière et tente juste de semer la terreur dans ses incursions en territoire camerounais. Cependant, une constance ressort de ses premières agressions. En effet, les terroristes s'attaquaient systématiquement aux organes de pouvoir : en premier la chefferie et le chef ; ensuite les mosquées et les Imans, les personnes détentrices de fortune de la localité et les églises. Et ce comme pour se révolter contre un pouvoir qui les néglige. Quelques événements permettent de mettre en avant cette stratégie du groupe terroriste. Par exemple, le 6 mars 2014, au village Kerewa dans le département du Mayo-Sava, région de l'Extrême-Nord, non loin de la frontière avec le Nigéria, le fils du chef du village et son père sont enlevés puis égorgés par les hommes de Boko Haram. Dans la journée du 6 août 2014, c'est à bord de six motos que des assaillants font irruption dans la ville de Zigague dans le département du Logone et Chari, région de l'Extrême-Nord et prennent en otage deux enfants du chef. Dans un des assauts sur la ville d'Achigachia (région de l'Extrême-Nord) en septembre 2014, sous le commandement du fils du tailleur de la ville, les éléments de Boko Haram attaquent les églises et les mosquées, tuent l'Imam et s'attaquent à la chefferie. Le fils du tailleur qui menait l'incursion ne s'était pas couvert le visage. Par ailleurs, son père résidait encore dans la ville⁹.

Mais comment comprendre cette organisation, au-delà de la dimension de « folie » qui est très souvent attribuée aux adeptes de cette secte ? Pour Pérouse de Montclos (2012 : 4), « lorsqu'elle s'enracine à Maiduguri au début des années 2000, la secte est d'abord et avant tout un mouvement de protestation sous l'égide d'un leader spirituel, Mohammed Yusuf. Après avoir fomenté leur première attaque contre des postes de police de l'État de Yobe fin 2003, ses éléments les plus radicaux disparaissent dans la nature et semblent se terrer en milieu rural ». Les témoignages recueillis auprès de quelques jeunes Camerounais de la ville de Maroua¹⁰, montrent que le mouvement a tout d'abord utilisé le Cameroun comme le lieu de

⁹ Entretien avec Gibaï Gatama, le 20 mars 2015 à Yaoundé.

¹⁰ Entretiens réalisés les 22 et 23 juin 2015 à Maroua.

refuge, où les combattants blessés venaient se faire soigner. Ce pays servait aussi de lieu de transit d'armes en provenance du Tchad. Grâce à quelques-uns de ses chefs locaux, le mouvement islamiste utilisait les jeunes comme transporteurs, chargés de porter des armes sur une moto. Après livraison de la cargaison, la moto revenait au transporteur, une fortune pour des jeunes désœuvrés. Cependant, depuis le début de la contre-offensive de l'armée camerounaise en 2014, ces actions se sont arrêtées.

Pour recruter de nouveaux membres, les agents de Boko Haram utilisent deux types de canaux : le recrutement forcé et l'appât du gain. D'une part, lors des attaques de la secte, certains jeunes rejoignent le groupe terroriste pour éviter de se faire tuer¹¹. En effet, après une attaque de Boko Haram dans un village, comme du temps de l'esclavage, les combattants choisissent des jeunes hommes et femmes, sur base de critères de force et de beauté, qu'ils obligent ensuite à les servir. Il faut noter que ceux qui s'y opposent sont abattus sur place. D'autre part, Boko Haram use de l'état de pauvreté d'une grande partie de la population. Les gains proposés varient selon les sources. De même, dans des propos rapportés par le quotidien *L'Œil du Sahel*, Mahamat Ahamat, président national de Synergie des organisations des jeunes patriotes camerounais du septentrion pour la défense de la souveraineté du Cameroun, face au grand nombre de jeunes recrutés dans la Région de l'Extrême-Nord, parle d'un recrutement contre une moto et la somme de 500 000 FCFA (\pm 760 euros)¹². « Dans cette région pauvre, Boko Haram n'a aucun mal à trouver des volontaires : "Ces jeunes étaient vendeurs de carburant ou chauffeurs de mototaxis. Ils gagnaient en moyenne 2 euros par jour. Après les enlèvements et les rançons, ils peuvent toucher 1 million de F CFA (1 500 euros) et devenir propriétaires de leur moto !" »¹³. Le journaliste Mathieu Olivier, quant à lui, écrit que « Boko Haram offre souvent aux recrues une moto, une prime de recrutement (entre 300 et 2 000 dollars) et promet parfois un salaire (entre 100 et 400 dollars), en plus d'une somme d'argent à la famille en cas de décès »¹⁴.

Ainsi, du fait de la pauvreté ambiante, le Nord-Cameroun apparaît comme un terrain favorable au recrutement de jeunes combattants. La situation d'injustice sociale, économique et politique que vivent les peuples majoritaires du Nord-Cameroun n'est pas sans rappeler celle du nord-est du Nigéria, où sont nées les idées de Boko Haram (Walker, 2012). En se proposant de lutter contre les injustices sociales, et malgré ses exactions en territoire camerounais, Boko Haram a su y trouver un terrain fertile. Pour recruter de nouveaux membres, les leaders de Boko Haram se servent des désillusions de la jeunesse face à la pauvreté ambiante. « *In its drive to recruit members, Boko Haram presents a narrative about corruption that easily appeals to impoverished, alienated, and jobless northern Muslim youth.* » (Onuoha, 2014 : 7) Ce discours trouve un auditoire favorable au Nord-Cameroun, dont l'histoire était déjà marquée par l'esclavage et les discriminations sociales. Boko Haram devient alors un exutoire pour une partie de la jeunesse.

D'autres recrutements, minoritaires, sont forcés, assure un habitant des environs de Kolofata : « Dans le village, certains jeunes prennent Boko Haram pour une banque et s'endettent. Les islamistes les obligent alors à se battre en les menaçant de tuer leurs parents. » Pour tenter de faire face, les autorités camerounaises ont créé, le 14 août [2014], une nouvelle région militaire à Maroua, dotée d'un commandement autonome et d'une gendarmerie. Un peu plus tôt, le 24 juillet [2014], le président Biya avait annoncé un plan d'urgence pour développer le Grand Nord.

Au ministère de la Défense, on évoque aussi des « distributions d'aide alimentaire et de fournitures scolaires pour encourager les habitants à collaborer » — une manière de contrer les dignitaires originaires du Nord soucieux de se positionner pour la présidentielle de 2018. Ceux-ci aiment à rappeler

¹¹ Entretien avec Gibaï Gatama, le 20 mars 2015 à Yaoundé.

¹² Ahamat Mahamat, entretien conduit par Alain Mazda, *L'Œil du Sahel*, n° 630, 25 août 2014, p. 4.

¹³ Clarisse Juompan-Yakam, « Terrorisme : quand Boko Haram recrute au Cameroun », *Jeune Afrique*, 9 septembre 2014. En ligne, consulté le 6 janvier 2016, URL : www.jeuneafrique.com/45350/politique/terrorisme-quand-boko-haram-recrute-au-cameroun.

¹⁴ Mathieu Olivier, *op. cit.*

que le chef de l'État est un sudiste et qu'il a jusqu'à présent été incapable de ramener la paix dans la région¹⁵.

Le sentiment d'abandon par le pouvoir central serait ainsi exploité tant par les djihadistes que par les hommes politiques. Rappelons qu'au Nord-Cameroun s'est créée une bourgeoisie kirdi qui, très souvent, reproduit les schémas d'autorité des Peuls autrefois dominants. Une protestation sociale qui ne concerne pas uniquement les Kirdi se met en place et s'étend à une grande partie de la jeunesse du Nord-Cameroun sans distinction de religion. En effet, la pauvreté ambiante dans la région, les oppressions subies par la population de la part des autorités traditionnelles et la négligence de l'État central, incarnée au plus près par les pratiques des nouvelles élites kirdi encouragent les jeunes à un repli sur eux-mêmes et, pour certains, à se tourner vers Boko Haram. Leurs attaques contre les chefferies et les mosquées mettent en exergue une sorte de puissance acquise dans les rangs de ce mouvement grâce à laquelle ils semblent enfin pouvoir se venger de cette société qui les a mis à l'écart de presque tout. Cette revendication intervient surtout contre cette élite politique qui a du mal à se renouveler depuis les années 1970. « L'élite ne s'en rend pas compte, mais elle est coupée des réalités, coupée de la population et donc naturellement coupée de la jeunesse. Vous vous rendez compte que ce sont les mêmes visages que vous avez devant vous depuis des lustres, les mêmes personnes qui tiennent les mêmes discours et ressassent les mêmes promesses¹⁶. »

Conclusion

Même si la guerre militaire contre Boko Haram devait s'achever aujourd'hui, le Cameroun devrait encore combattre les causes de l'engagement de certains jeunes du Nord-Cameroun dans ses rangs. Dans bien des cas, cet engagement est même souvent forcé : pour éprouver la loyauté de ces enrôlés de force, ces derniers sont renvoyés commettre des meurtres¹⁷, parfois dans leurs propres villages. Notre étude pose comme hypothèse que des facteurs historiques, la pauvreté, la marginalisation et la négligence de l'État central peuvent, en partie, être des causes de radicalisation. La pauvreté au Nord-Cameroun apparaît comme un référent historique. Les fils héritent de la pauvreté de leurs parents et ainsi de suite. Seuls les anciens maîtres peuls et la nouvelle élite kirdi tirent leur épingle du jeu. Certes, la conversion à l'Islam est une condition *sine qua non* pour être membre de Boko Haram¹⁸, mais moins qu'un engagement religieux, l'insertion des jeunes Camerounais dans ses rangs apparaît plutôt à la fois comme une protestation sociale et une nécessité de survie. Conscient de sa responsabilité dans la situation sécuritaire alarmante au Nord-Cameroun, le gouvernement a instruit en 2014 la mise en œuvre d'un plan d'urgence spécifique à cette région¹⁹.

Depuis la réalisation de l'enquête sur le terrain en 2015, plusieurs actions ont été mises en œuvre à la fois par l'État camerounais et par ses partenaires internationaux, ce qui invite à un prolongement de la réflexion autour de la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. Ainsi, l'Agence française de développement (AFD), avec l'appui financier de l'Union européenne, a investi en 2017, 6,6 milliards de FCFA (10 millions d'euros) dans le financement de projets communaux qui poursuivent un objectif d'amélioration des conditions de vie des populations du Nord-Cameroun. De plus, dans l'optique de combattre Boko Haram sur le plan militaire tout en le privant de potentiels combattants, plusieurs recrutements militaires ont été engagés

¹⁵ Clarisse Juompan-Yakam, *op. cit.*

¹⁶ Mocktar Oumarou, « L'élite du Grand-Nord n'est pas une force de solutions, mais une force de positions », *L'Œil du Sahel*, n° 610, 16 juin 2014, p. 3.

¹⁷ Entretien avec Gibaï Gatama, le 20 mars 2015 à Yaoundé.

¹⁸ Entretien réalisé avec un groupe de jeunes le 23 juin 2015 à Maroua.

¹⁹ Yvonne Salamatou, « Boko Haram : Paul Biya instruit un plan d'urgence pour développer le Grand Nord », *L'Œil du Sahel*, repris par *Africa Presse*, 24 juillet 2014. En ligne, consulté le 5 octobre 2017. URL : www.africapresse.com/boko-haram-paul-biya-instruit-un-plan-durgence-pour-developper-le-grand-nord.

par l'État camerounais entre 2016 et 2017²⁰. En effet, l'idée directrice de ce projet est que « l'insertion des jeunes dans la vie active, par la formation, l'aménagement territorial ou le financement de microprojets, est le meilleur rempart contre la migration des jeunes vers les villes et leur recrutement par Boko Haram »²¹ selon l'AFD, comme le rapporte le média *Investir au Cameroun*.

Récemment, le Cameroun a enregistré une « reddition » de membres présumés de Boko Haram, que le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord considère comme une conséquence de l'appel qu'il a lancé aux Camerounais qui combattent pour Boko Haram, invités à revenir au pays sans crainte : « 58 hommes, 86 femmes et 244 enfants, qui ont raconté avoir été pris en otages lors des différentes incursions de Boko Haram dans leurs villages et ramenés au Nigeria où ils ont été enrôlés de force dans le groupe jihadiste²² ». Même si les raisons de cette « reddition » nécessitent une analyse plus approfondie, nous pouvons émettre l'hypothèse que la lutte armée que mènent le Cameroun et ses alliés contre cette secte commence à porter ses fruits. Ces succès militaires ont aussi pour conséquences probables de réduire les moyens financiers de la secte, qui serait de moins en moins capable de conserver ses combattants. En effet, certains otages libérés en 2015 au Nigeria faisaient déjà état d'une « grogne dans les rangs de Boko Haram²³ ». En 2016, « des dizaines de membres de Boko Haram, faméliques, émaciés et contraints à la mendicité, se sont rendus aux autorités, n'ayant plus le courage ni la force de combattre²⁴ ». Malgré tout, il faut espérer que ces redditions et succès militaires ne freinent pas pour autant les autres actions menées actuellement dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations du Nord-Cameroun.

Bibliographie

ABWA D. (2007), « Peut-on parler de la revanche des Kirdi du Nord-Cameroun aujourd'hui ? », *Annales de la FALSH*, Université de Yaoundé I, vol. 1, n° 6, p. 41-65.

ADAMA H. (2005), « Islam et christianisme dans le bassin du lac Tchad : dialogue des religions ou dialogue des religieux ? », *Recherches africaines*, n° 4, p. 73-89.

BAH T. M. (1993), « Le facteur Peul et les relations inter-ethniques dans l'Adamaoua au XIX^e siècle », in H. ADALA, J. BOUTRAIS (dir.), *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun)*, Paris, ORSTOM, Anthropos (« Colloques et Séminaires »), p. 61-86.

BORUM R. (2011), « Radicalization into Violent Extremism I: A Review of Social Science Theories », *Journal of Strategic Security*, vol. 4, n° 4, p. 7-36.

²⁰ Joël Maman, « Forces de défense, le BIR recrute à l'Extrême-Nord », *Cameroon Tribune*, repris par *Camer.be*, 26 janvier 2017. En ligne, consulté le 5 octobre 2017. URL : www.camer.be/57615/11:1/cameroun-forces-de-defense-le-bir-recrute-a-lextreme-nord-cameroon.html.

²¹ S. A., « L'AFD et l'UE combattent Boko Haram par l'emploi des jeunes dans l'Extrême-Nord du Cameroun », *Investir au Cameroun*, 25 août 2017. En ligne, consulté le 5 octobre 2017. URL : www.investiraucameroun.com/aide-au-developpement/2508-9309-l-afd-et-l-ue-combattent-boko-haram-par-l-emploi-des-jeunes-dans-l-extreme-nord-du-cameroun.

²² Javier Cacho Gómez, « Cameroun : reddition de membres présumés de Boko Haram dans le nord », *Forbes Afrique*, 13 octobre 2017. En ligne, consulté le 15 octobre 2017. URL : www.forbesafrique.com/Cameroun-reddition-de-membres-presumes-de-Boko-Haram-dans-le-nord_a9732.html.

²³ Patrick Bèle, « Nigeria : grogne dans les rangs de Boko Haram », *LeFigaro.fr*, 5 mai 2015. En ligne, consulté le 14 octobre 2017. URL : www.lefigaro.fr/international/2015/05/05/01003-20150505ARTFIG00002-nigeria-grogne-dans-les-rangs-de-boko-haram.php.

²⁴ Allain Jules, « Nigeria. Boko Haram : affamés, de nombreux terroristes se rendent aux autorités », *MamafrikaTV*, 2 mars 2016. En ligne, consulté le 15 octobre 2017. URL : www.mamafrika.tv/blog/nigeria-boko-haram-affames-de-nombreux-terroristes-se-rendent-aux-autorites.

BURNHAM P. (1991), « L’Ethnie, la religion et l’État : le rôle des Peuls dans la vie politique et sociale du Nord-Cameroun », *Journal des africanistes*, vol. 61, n° 1, p. 73-102.

CILLIERS J. (2004), « L’Afrique et le terrorisme », *Afrique contemporaine*, n° 209, p. 81-100.

COLLIER P. (2000), « Doing well out of war: An economic perspective », in M. BERDAL, D. MALONE (dir.), *Greed and Grievance: Economic Agendas of Civil Wars*, Boulder, Rienner, p. 91-112.

FENDJONGUE H. (2006), « La construction et la politisation de l’ethnicité “Kirdi” au Nord du Cameroun », *Polis/R.C.S.P./C.P.S.R.*, vol. 13, n° 1-2, p. 81-102.

FILLITZ T. (2000), « ’Uthmân dan Fodio et la question du pouvoir en pays haoussa », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 91-94, p. 209-220.

JUILLERAT B. (1968), « Note sur les origines d’une ethnie “Kirdi” : les Mouktélé (Nord-Cameroun) », *Journal de la société des Africanistes*, vol. 38, n° 2, p. 95-112.

LAFARGUE J. (1998), « Comment et pourquoi s’attacher à l’ailleurs du politique en Afrique », in É. DARRAS *et al.*, *La politique ailleurs*, Paris, Presses universitaires de France (« Publications du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP) »), p. 335-354.

LEMBEZAT B. (1950), *Kirdi, les populations païennes du Nord-Cameroun*, IFAN (Institut français d’Afrique noire), Centre du Cameroun.

MÉDARD J.-F. (1992), « Le “big man” en Afrique. Esquisse d’analyse du politicien entrepreneur », *L’Année sociologique*, n° 42, p. 167-192.

MOGHADDAM F. M. (2005), « The Staircase to Terrorism: A Psychological Exploration », *American Psychologist*, vol. 60, n° 2, p. 161-169.

MOHAMMADOU E. (1991), *Traditions historiques des peuples du Cameroun central*, Tokyo, Ilaa.

ONUOHA F. C. (2014), « Why Do Youth Join Boko Haram? », *Special Report United States Institute of Peace (USIP)*. En ligne, consulté le 23 mars 2016. URL : www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why_do_Youth_Join_Boko_Haram.pdf.

PÉROUSE DE MONTCLOS M.-A. (2012), « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », *Questions de recherche/Research Questions*, n° 40, 33 p.

PESQUEUX Y. (2011), « Entrepreneur, entrepreneuriat (et entreprise) : de quoi s’agit-il ? », *HAL*. En ligne, consulté le 23 mai 2017. URL : hal.archives-ouvertes.fr/hal-00567820/document.

PRECHT T. (2007), *Home grown terrorism and Islamist radicalization in Europe: From conversion to terrorism*, rapport de recherche, Ministère de la Justice danois. En ligne, consulté le 23 mai 2017. URL : www.justitsministeriet.dk/sites/default/files/media/Arbejdsomraader/Forskning/Forskningspul

jen/2011/2007/Home_grown_terrorism_and_Islamist_radicalisation_in_Europe_-_an_assessment_of_influencing_factors__2_.pdf.

ROITMAN J. (2003), « La garnison-entrepôt : une manière de gouverner dans le bassin du lac Tchad », *Critique internationale*, n° 19, p. 93-115.

SAÏBOU I. (2005), « Paroles d'esclaves au Nord-Cameroun », *Cahiers d'études africaines*, vol. 179-180, p. 853-877.

SAÏBOU I. (2010), *Les « coupeurs de route ». Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala.

SAÏBOU I., ADAMA H. (2002), « Vol et relations entre Peuls et Guiziga dans la plaine du Diamaré (Nord-Cameroun) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 166, p. 359-372.

SILBER M. D., BHATT A. (2007), *Radicalization in the West: The Homegrown Threat*, rapport NYPD Intelligence Division. En ligne, consulté le 23 mai 2017. URL : publicintelligence.net/nypd-radicalization-in-the-west-the-homegrown-threat.

WALKER A. (2012), « What Is Boko Haram? », *Special Report United States Institute of Peace (USIP)*. En ligne, consulté le 23 mars 2016. URL : www.usip.org/sites/default/files/resources/SR308.pdf.